

cerises

la coopérative

DÉCOUVREZ
le nouveau site *Cerises*,
la coopérative [ici](#)

Humeur de Cerises

Les chiffres de Médiamétrie révèlent qu'un nombre non négligeable de tranches radio ne recueillent... aucune audience! Absurdité de chiffres ou excès de sobriété ???

La Maison régionale de l'environnement et des solidarités (MRES) a été convoquée par la préfecture en décembre pour avoir accueilli une formation sur la désobéissance civile, est-ce illégal ?

Malgré un terrain gelé, le coup d'envoi de la rencontre entre Chelsea et Liverpool a été donné mais le match a dû être arrêté à la 6e minute de jeu. C'était en 12e journée du championnat féminin...

Agenda militant

Samedi 25 février

Manifestations unitaires pour le retrait des troupes du régime de Poutine hors de toute l'Ukraine

Mercredi 8 février

18h30 - 21h Rencontres de la plaine
- 11^{ème} session
Mutuelle la familiale
52 rue de Hauteville 75010 Paris
« Le bénévolat à la croisée des chemins »

Du 27 janvier au 4 février

Forum social du Morbihan
Auray, Baud, Vannes et Séné

Mauvaises entrées dans le siècle

La pandémie du Covid-19 et la guerre en Ukraine marquent notre entrée dans le 21^e siècle. Mauvaises entrées. Le premier événement a révélé à l'humanité que son rapport à la nature et au vivant la conduisait à la catastrophe et faisait peser des menaces durables sur son avenir. Le système capitaliste mondialisé, dans son exploitation forcée du travail humain et de la nature, conduit à des dérèglements profonds et possiblement à leurs épuisements. La division capitaliste internationale de la production est apparue incapable de faire face à la pandémie, la pénurie de masques en a été l'exemple le plus criant. La faillite des autorités pour assurer l'accueil et la prise en charge des malades a éclaté au grand jour. La crise de la pandémie du Covid-19 illustre l'incapacité de l'humanité, à ce stade de son histoire, à vivre en harmonie avec la nature et avec elle-même et surtout de résoudre les défis auxquels elle fait face.

L'agression impérialiste de la Fédération de Russie le 24 février 2022 contre l'Ukraine visant à annihiler cette nation ne relève pas seulement d'un conflit régional. Elle constitue par ses conséquences un événement mondial, elle est devenue une guerre mondialisée. Depuis l'entrée des troupes russes sur le sol ukrainien, la planète a dû affronter une crise alimentaire doublée d'une crise énergétique non résolues à ce jour. Les secousses provoquées par le conflit s'étendent à l'Asie centrale dont le rejet de la tutelle russe réveille les nationalités. Elle ébranle l'ONU dans son fonctionnement où la prééminence des membres du Conseil de sécurité est discutée et son incapacité à faire respecter le droit international révélée. Les grandes puissances impérialistes quant à elles entendent maintenir autant que possible à cette occasion leur mainmise sur le monde.

Outre ses conséquences tragiques pour le peuple ukrainien lui-même, mais aussi pour les peuples de la Fédération de Russie et de Biélorussie notamment, une défaite de l'Ukraine entraverait considérablement les possibilités de transformations sociales en Europe. Elle conduirait au renforcement des blocs militaires impérialistes, à un réarmement généralisé, à une période d'affrontements qui ne serait pas favorable aux partisans et partisanses de l'émancipation et de la transformation sociale. Se résoudre à ne pas prendre parti ou se placer au-dessus du bain de sang que subit le peuple ukrainien constituerait un renoncement et un suicide politique. ●

PATRICK
LE TRÉHONDAT



Le non-lieu du Chlordécone



Chlordécone, les premières plaintes, c'était il y a 16 seize ans. Et pourtant le procureur de la République a rendu un réquisitoire définitif concluant au non-lieu pour prescription !

Prescription ? Pas pour la catastrophe : l'empoisonnement des terres, des rivières, des nappes phréatiques et des humains dure, durera probablement des siècles.

Le chlordécone a été interdit aux Etats-Unis dès les années 60, en cause sa dangerosité pour les humains. 1979, l'OMS le déclare cancérigène possible. Finalement interdit en France en 1990, il demeure utilisé jusqu'en 1993 en Guadeloupe et en Guyane pour préserver les plantations dont les bananes sont consommées à 96% en « métropole ». Délit

cate attention seules la terre et les racines de bananiers sont contaminées.

La décision de non-lieu qui intervient 17 ans après le dépôt de la première plainte n'étonne ni les associations ni leurs avocats ni les maires des communes. Ainsi en Guadeloupe, toutes tendances, ils font front pour poursuivre le combat.

Dans la même foulée depuis l'annonce du non-lieu les organisations syndicales UGTG, CGTG, partis politiques PCG, LKP appellent à la mobilisation visant à la réparation de la catastrophe humaine sanitaire environnementale et économique.

● CATHERINE DESTOM-BOTTIN

Retraites : ça y est, on est en 1995 ?

Cela fait un quart de siècle que la grève de 1995 est la référence, ressortie à l'orée de chaque mouvement social espéré d'ampleur. Elle fut importante à plus d'un égard, mais prenons garde de ne pas la transformer en mythe qui, finalement, effraierait les plus jeunes, persuadés/es de ne pas pouvoir faire « aussi bien ». La grève de 2023 appartient à celles et ceux qui vont la faire !

Toutes les organisations syndicales du pays appelaient à faire du 19 janvier une « grande journée de manifestations et de grève ». Le chiffre de deux millions de manifestantes et manifestants, largement repris, situe la réussite ; avec un point important : beaucoup de monde sur tout le territoire, pas seulement dans les métropoles. Et la grève ? Si certains secteurs sont restés en retrait, elle fut assez massivement suivie dans pas mal de secteurs. C'est aussi le signe qu'il se passe quelque chose. Le soir même, l'intersyndicale proposait une nouvelle journée de grève et manifestations, le 31 janvier. La question de la grève reconductible est en débat dans plusieurs collectifs syndicaux. Elle est présente largement au-delà des cercles qui se contentent de la réclamer sans jamais l'organiser.

Mais justement, c'est bien de l'organiser dont il s'agit. Certes, l'intersyndicale nationale n'est pas unanime sur le sujet. Mais plusieurs organisations sont sur cette position et c'est une avancée indiscutable par rapport à ce qu'on a connu dans le passé, lors de mouvements sociaux similaires. Il faut s'appuyer sur l'unité intersyndicale de refus de la contre-réforme et mettre en avant les appels à la grève, « reconductible », « partout où c'est possible », « généralisée », de plusieurs organisations. Construire la grève, ça signifie multiplier les discussions sur le lieu de travail. C'est à partir de cela que peuvent exister des assemblées générales rassemblant les travailleuses et travailleurs d'un même site, là où se retrouvent les collègues de chaque jour. Faire émerger la parole de chacune et chacun est essentiel ; ça suppose que les salarié/es soient en confiance pour s'exprimer. Les « AG » organisées dans des périmètres trop importants peuvent satisfaire quelques tribuns, mais elles n'installent pas la démocratie dans la grève.

La contre-réforme attaque notre classe sociale. Elle sert les intérêts du patronat et des actionnaires. A peu près tout le monde l'a compris. Inutile de perdre trop de temps et d'énergie à en discuter les détails. C'est de projet de société dont il s'agit. Pour beaucoup de jeunes, « la retraite, c'est loin », certains/es disent « la retraite, on n'en aura pas ». Mais ce qu'ils et elles comprennent, c'est qu'après la retraite, pourquoi pas l'assurance maladie ? Et puis les congés payés ? Et puis le contrat de travail ? Et puis le salaire ? Faire le lien entre les revendications les plus locales qui traînent depuis des mois ou des années, le refus de la contre-réforme sur les retraites et la possibilité d'un autre futur, voilà comment faire en sorte que « 2003 » prospère sur 1995 !

● CHRISTIAN MAHIEUX

" Réforme " des retraites : débattons Ensemble!



©sergedignazio

La mobilisation du 19 janvier contre le projet de réforme des retraites, par son ampleur et sa diversité, traduit un rejet massif dans le pays de cette réforme. Les slogans, pancartes, traduisent bien plus que le rejet de l'allongement de la durée de travail, ils traduisent aussi le refus qu'une nouvelle fois les salariés paient les profits que se garantissent les actionnaires. La prise de conscience de ce rejet alerte jusqu'aux possédants et aux hommes politiques de droite, comment comprendre autrement la prise de positions de François Bayrou demandant la taxation des superdividendes comme celles de familles parmi les plus riches propo-

sant la taxation des méga-fortunes lors du forum de Davos !

« Ne pas mourir au travail, pour payer sa retraite », « Retraités c'est pas inactifs »... nombreux sont aussi les slogans dénonçant la nature du travail subordonné, ceux soulignant la perte de sens au travail, le décalage entre cette réforme et les enjeux sociaux et écologiques, le rôle que jouent les retraités dans la société... N'y a-t-il pas dans ces expressions multiples bien plus que le seul rejet de l'allongement d'un temps de travail qu'il faut caractériser comme subordonné ? N'y a-t-il pas déjà l'expression implicite du rejet du rôle des actionnaires, celui de la seule valorisation économique à travers le marché, et finalement le refus de considérer comme seul travail utile l'activité valorisant le capital ? Qui n'a pas en tête l'image développée par Bernard Friot sur le travail et sa considération économique, cette image prise sur l'activité d'une personne jardinant les terrains d'une commune : si ce travail fait l'objet d'une prestation sous-traitée à une entreprise alors cette activité « rapporte de l'argent », si ce travail est réalisé par un fonctionnaire de la commune alors il s'agit d'une dépense, et si ce travail est bénévole et/ou réalisé par un/e retraité /e, alors le travail est invisible !

Parmi les conditions permettant de penser la victoire du mouvement et le recul du gouvernement, l'explicitation de tous ces éléments implicitement ou explicitement contenus dans les mobilisations et les expressions n'en est-elle pas l'une des plus importantes ? Parce qu'elle permettrait l'ouverture d'un véritable échange, de véritables débats autour de l'avenir et des perspectives du vivre ensemble face aux enjeux économiques et sociaux auxquels la société est confrontée. Ce qui se joue n'est-il pas finalement l'ancrage des représentations libérales sur le travail, sur l'activité et sur la valeur économique ? Et n'est-il pas urgent et possible de prolonger l'état d'esprit visiblement d'une majorité de femmes et d'hommes en explorant ensemble d'autres perspectives, d'autres échanges sur le travail et l'activité, sur l'urgence de se dégager de la seule valorisation du capital, de discuter de la sortie de la subordination, sur l'urgence d'en finir avec les actionnaires et leur toute puissance, revenir sur la différence entre cotisations et impôts, sur salaire socialisé, etc...

Ces débats Cerises souhaite les ouvrir dès maintenant et c'est pourquoi nous vous proposons de faire de ce nouvel espace qu'est « Cerises La coopérative » le lieu de ces débats et de ces échanges. Avec l'espoir de contribuer à combler cette grande absence, celle de l'ouverture d'une perspective concrète de dépassement de la loi des actionnaires et finalement du capitalisme. Alors à vos claviers ! ●

Envoyez vos contributions à

contact@ceriseslacooperative.info

Ou Créez un compte sur le site de Cerises la coopérative et envoyez une contribution



© Cerieslacooperative.info

Fin de partis ?

**Comment produire de la politique ?
Autogérer la société ?**

Que penser de la crise des partis et organisations ?

Si tous les partis de gauche - même à la gauche de la gauche - sont en crise, est-ce le fruit d'une coïncidence ou cela a-t-il une signification plus profonde sur les pratiques et sur la conception de la politique ?

La crise du/de la politique est-elle une chance pour changer de braquet transformateur et concevoir la chose publique autrement ?

Comment changer nos conceptions de la politique pour engager un processus d'autogestion de la société ?



© Ceriseslacooperative.info

Crise des partis, crise du/de la politique, et nécessaire changement des conceptions dépassées de la politique

La NUPES a fait long feu ? Les partis de gauche - ou de la gauche de la gauche - connaissent chacun des crises et des turbulences. Patrick Vassallo en fait un état des lieux.

Les partis de droite ne sont pas épargnés. La valse des dirigeants en est le symptôme. Seul le RN paraît se sortir d'affaire. S'agit-il d'une coïncidence ? Ou bien les racines du problème sont-elles communes ? Ne faut-il pas redéfinir la/le politique ? De quoi « s'occupe » ce qu'on appelle la « politique » ? Que penser du dépérissement de l'État et de l'autogestion de la société ? Avons-nous besoin de partis politiques ? D'une activité séparée et spécifique ?

Le fossé peut paraître profond avec des décennies de délégation de pouvoir et de déraison d'État... solidement ancrées dans la culture collective.

De toute évidence, la problématique est vaste. Cerises la coopérative l'a abordée sous différents angles : des Utopies concrètes au « monde en transe » et « Du territoire au commun, alternatives » sur notre site, sans négliger de nombreux travaux sur les communs.

Dans notre dossier de février, Bénédicte Goussault nous replonge dans les années 2004 et 2007 et rappelle que les questions posées ne sont pas nouvelles, même si elles s'aiguisent aujourd'hui.

Patrick Le Tréhondat construit le lien entre crise de la démocratie représentative et crise des partis. Patrick Vassallo plaide pour une redéfinition de la politique et du rôle des organisations. Autogestion ? Laurence Boffet tente des mises en pratique et plaide pour des formes d'hybridation entre autogestion et démocratie représentative.

Ne pas faire les choses à moitié, c'est une préoccupation de Pierre Zarka qui voit dans la genèse même des partis politiques un obstacle au dépassement des rapports de domination, remis en cause dans tous les domaines de la société, à commencer par le travail.

Patrice Leclerc penche plutôt sur un défaut de contenu et d'« incapacité à faire avec ». Jean Sève considère que la politique ne peut qu'entériner les « déjà là » du lieu de travail ou du lieu de vie, et ne saurait être le point de départ de la transformation de la société. D'ailleurs Florence Ciaravola observe que les processus de politisation se déroulent hors du champ des organisations. Enfin Ludivine Bantigny et Christine Poupin revendiquent le besoin d'une organisation politique à la hauteur des défis posés.

Bonne lecture

● **L'équipe de rédaction**



Partis et dépendances : le bazar ou les soldes ?

NPA, EELV, LFI, PS, Génération-s, PCF, trois caractéristiques émergent de ces congrès :

La crise est au rendez-vous, avec son cortège de noms d'oiseau et de clivages exacerbés.

Les questions de fond sont souvent brumeuses ou inaudibles alors que (dé)personnalisation et mouvements de pré-carrés sont plus que jamais visibles.

Le processus d'éclatement se poursuit.

Dans la plupart des partis et mouvements de gauche, le rapport à LFI et/ou à la NUPES constitue un point de clivage, l'anti mélenchonisme fait souvent office d'affirmation identitaire. Au PS, au PCF comme au NPA...

Avant ou après les congrès, tentative d'état des lieux.

À Génération-s, la direction sortante n'est pas reconduite. Une partie des militant-e-s ont failli rejoindre EELV. Les textes en présence pourraient alimenter une lecture virage à gauche contre priorité écolo. Sans doute est-ce réducteur. Et ne rend pas compte des implications des uns et des autres dans des majorités contradictoires. Qu'y a-t-il de commun entre Benoît Hamon, Hanotin et les élus G-s de Saint-Denis, et la nouvelle trésorière nationale élue à l'Île-Saint-Denis ? EELV sort bousculé d'une séquence où la transition écologique n'a guère brillé par ses perspectives et où l'écoféminisme s'est plus déconsidéré que valorisé, hélas ! Opposant-e-s à Delga les EELV sont dans la municipalité PS de Delafosse, ferme soutien de la même Delga et président de Montpellier métropole... La prochaine élection européenne redonnera-t-elle une lisibilité à une formation qui a beaucoup brouillé sa visée ?...

LFI semble durablement s'embourber dans l'affaire Quattenens, la désignation de Bompard et les remises en cause de son fonctionnement gazeux. La cotte-minute fait sortir de leurs gonds

des figures originales comme Clémentine Autain ou François Ruffin, mais envoie aussi dans une sorte de dissidence des Coquerel, Corbières ou Rachel Garrido considérés jusqu'ici comme proches de JLM. La politique extérieure, l'Ukraine en premier lieu ou l'Afrique (qui valut une belle déclaration franco-nationale à JLM) ne sont pas pour apaiser les tensions.

Plusieurs collectifs de jeunes FI ont quitté l'organisation ou se sont mis en sommeil.

L'urgence de l'essentiel

Coupé en 2, le NPA cherche son souffle. Les uns pour conforter une affirmation protestataire et fortement identitaire, les autres (beaucoup d'historiques) envisageant un rapprochement dans la sphère NUPES. Dans bien des villes les deux factions ne se retrouvent pas dans les collectifs unitaires contre la réforme des retraites !

Au PS, le congrès des 28&29 janvier sera bien pire qu'une pagnolade, tant les plus détestables travers du PS s'étalent sans vergogne, entre potacheries de cours de récréation et traficotages de votes internes. Le tout dans une inconscience totale de la situation du pays réel et de son peuple. Quelques centaines de voix d'avance pour Olivier Faure ne lui laissent guère de marge dans une organisation qui a perdu plus des 2/3 de ses membres...

Au PCF, 'l'urgence de communisme' confirme la persistance d'une autre vision politique. Les engagements à géométrie complètement variables de la direction, son illisibilité et son silence dans bien des territoires, la violence du débat interne augurent mal d'une sortie de congrès favorable.

L'émiettement est donc ce qui caractérise cette série de scissions et de divisions, sans qu'on assiste à des mouvements de rapprochements fussent-ils partiels. Les contacts entre 'Rejoignons-nous', Ensemble !, GDS, les unitaires du NPA, et quelques autres invalideront-ils ce constat ?

Lentement mais (un peu) sûrement, les hérauts d'une social-démocratie rénovée, autour de Carole Delga, Hélène Geffroy et autres François Hollande semblent tabler sur un échec de la NUPES, marginalisant ou éradiquant les « gauchistes », une « islamophobie modérée » constituant une des trames de ce « mouvement ».

On a sacrément besoin de formuler une visée de rupture avec le capitalisme, de rassemblement populaire de progrès et d'une « intersectionnalité » des luttes et du mouvement de la société. Le fascisme est tapi en attendant les chutes. Inflation, dégradation des conditions de vie et de travail, sobriété austère et aggravation des clivages au sein du 'peuple' en rajoutent à l'urgence. L'urgence de l'essentiel.

● Patrick Vassallo

Une étrange coïncidence

Par une étrange coïncidence, la démocratie représentative entre en crise au moment-même où les partis de gauche connaissent eux aussi un épuisement dans leur manière de faire et de fonctionner. Existe-t-il un lien ? Vraisemblablement, leur mode délégataire est désormais devenu inacceptable. En témoigne la question de la révocabilité qui était si présente dans le mouvement des Gilets jaunes. Il y a aussi le sentiment que ces « machines » ne peuvent rien résoudre, si ce n'est pour la gauche de mettre en échec des contre-réformes et donc de maintenir un statu quo insupportable : de fait il ne faut compter que sur soi-même pour avancer les choses, mais seulement à un niveau à portée d'agir, dans son environnement immédiat, sans pouvoir espérer un bouleversement général.

Remarquons d'abord que cette démarche « auto centrée » est cependant porteuse d'alternatives. Animé-es par la volonté de changer les choses ici et maintenant, ses acteur-trices inventent et pratiquent les nouvelles formes embryonnaires d'une autre société. On pense ici aux coopératives, aux réseaux qui s'organisent dans différents domaines, et qui toutes contestent la légitimité de l'État à gérer la société (voir par exemple les réquisitions sociales des parents d'élèves de Rennes, Cerises, novembre 2022). Mais si féconde soit-elle, cette auto-activité populaire ne peut en raison de sa dispersion acquérir une force suffisante pour renverser le cours des choses. Il



©sergedignazio

lui faut construire un destin politique commun, constituer un « bloc » non homogène qui soit un confluent de volontés et d'aspirations, mais surtout qui mette en commun ses expériences pour dégager un horizon commun. Notons qu'il est probable que la raison de l'échec du processus d'assemblée constituante au Chili (une expérience dont beaucoup rêvent) trouve son origine certes dans l'autisme des constituant-es à l'égard des mouvements sociaux qui les avaient précédés mais surtout est-on tenté de dire, en raison de l'absence de volonté de ces mêmes mouvements de s'imposer dans les débats de l'assemblée et de contester cette manière de faire, de considérer qu'ils n'avaient aucune légitimité à en être les acteurs principaux. Une forme de renoncement politique. C'est ici que la question du rôle des partis politiques se pose. Éclaireurs, ils doivent agir

comme des intellectuels collectifs qui proposent des synthèses, des chemins possibles à la résolution des contradictions et difficultés évoquées plus haut. Leur préoccupation principale ne doit pas être l'exercice du (de) pouvoir (s). Le premier souci d'une telle organisation, disons plutôt association, ne doit pas être tourné vers elle-même, « élisez-moi », mais plutôt de proposer ses clés de compréhension de la situation, de mettre en avant ce qui relève du décisif, de dessiner des chemins, des perspectives pour le mouvement réel des exploité-es et des dominé-es. Dans la situation actuelle, nous en sommes loin. Mais laissons-nous à espérer, qu'à partir de ce que nous pouvons observer dans le monde réel, et non dans les résolutions de congrès, se dessine une possible issue au grand enfermement politique que nous subissons.

● Patrick Le Tréhondat

**Leur mode
délégataire est
désormais devenu
inacceptable**



© Ceriseslacoperative.info

Déjà en 2004 ET 2007 !

Les débats de ce dossier évoquent pour plusieurs d'entre nous ceux de la FASE (Fédération alternative sociale et écologique) des années 2007 et d'Alternative Citoyenne des années 2004. Rappelons que l'une et l'autre de ces organisations revendiquaient fortement le fait d'être des mouvements faisant de la politique, et non des partis !

Relire les dossiers et déclarations d'Alternative Citoyenne en 2004 et de la FASE dans les années 2007/2008 (il y a 15 ans !) donne l'impression d'être à des années lumière de 2023, et pourtant les questions posées comme les revendications restent étrangement les mêmes : faut-il s'en affliger ou s'en féliciter ?

La question demeure : Qu'en avons-nous fait ??

Dès 2004 pour « Alternative Citoyenne » nous écrivions

« De la rue aux urnes ou articuler le social et le politique

« La vie politique, accaparée par les partis politiques, et scandée par les élections et leurs taux de participation alarmants,

**Associer le social,
le politique
et le culturel**

est peu mobilisatrice pour les citoyens.

« Il est donc urgent et nécessaire de leur rendre le pouvoir sur leurs vies et leurs destins collectifs. C'est le projet même du mouvement Alternative Citoyenne fondé en 2004, avec pour mot d'ordre : « De la rue aux urnes », qui veut faire de la politique autrement, redonner la parole aux citoyens, les mettre au cœur de la politique et faire le lien entre leurs préoccupations et les choix politiques. »

Une figure incarne ces rapports différents entre le peuple et la politique, c'est celle de Claire Villiers décédée en 2010. Son parcours de vie permet de comprendre son souci de la démocratie, de la participation et de la mobilisation du plus grand nombre, de l'égalité et de la lutte contre les discriminations, de la place des femmes, du lien entre travail et vie quotidienne, entre les travailleurs et les habitants, des rapports entre syndicalisme et politique, entre action concrète et réflexion, du rôle de l'élue...

Du social au politique / « De la rue aux urnes »

L'axe principal du militantisme de Claire Villiers a été d'articuler le social et le politique, de passer outre le clivage traditionnel entre syndicalisme et politique, et d'inscrire l'action syndicale dans la vie politique.

Déployons à partir des « urnes » ; que l'on peut traduire par les institutions, la politique, la démocratie représentative. Dans une démocratie, les institutions devraient assurer l'ordre et la cohésion sociale, elles devraient permettre l'organisation et la vie du système social, et s'appuyer sur une large légitimité, régulièrement renégociée.

Ce qui renvoie à la fonction politique qui pourrait se définir par le fait de susciter le vivre ensemble (et le goût du...), l'adhésion à un projet, la construction d'un monde commun, ce qui n'exclut pas bien sûr la lutte des classes ; bref une sorte de contrat social !

Or nous voyons aujourd'hui un pouvoir, des pouvoirs politiques incapables de répondre aux aspirations et même aux besoins élémentaires de la société civile, et déconnectés de celle-ci, parce que ne parlant pas le même langage, plus occupés du pouvoir et de son partage. Les citoyens attendent beaucoup de la politique et sont en même temps très méfiants et éloignés. Les politiques sont en outre eux-mêmes dominés par le marché, la mondialisation capitaliste et l'Europe sur laquelle ils se défont, évitant la responsabilité de leurs politiques nationales.

Il y a aujourd'hui un rejet massif des institutions par nos concitoyens, justice, État, école... un mouvement certes social mais significatif aussi du rejet de la politique.

La « rue » c'est la société civile, ce sont les mouvements sociaux, syndicaux, associatifs, les usagers des différents services, les protagonistes des différentes luttes sociales. La société civile est extrêmement exigeante, informée, et commencerait peut-être bien à avoir une certaine conscience de sa capacité de subversion, et ceci, de façon paradoxale, au moment même où les gouvernants actuels font fi de, et passent outre les revendications et mouvements sociaux. On voit en effet une multitude de mouvements, d'initiatives et de groupes sociaux

se constituer en micro contre-pouvoirs de défense de droits économiques, sociaux, et/ou civiques.

Avec la difficulté que peuvent représenter les processus d'institutionnalisation d'un certain nombre d'entre eux : associations, syndicats/mouvement syndical, élus, ONG...

Relisons aussi les textes de la FASE de cette époque : ils évoquent « la crise de légitimité de la représentation politique : « nombre de citoyens qu'ils votent ou qu'ils s'abstiennent ne se sentent plus représentés pas les élus ; on parle, on décide à leur place... ils veulent être acteurs et maîtres de leurs vies ».

Nous parlions déjà de changement de culture politique et de rompre avec la conception traditionnelle de la politique et des formes d'organisation qui l'accompagnent. En inventant de nouvelles formes politiques avec l'exigence du pluralisme, et de la participation large des citoyens.

Nous prônions donc le métissage des cultures politiques : la nécessité d'associer le social, le politique et le culturel, et surtout de dépasser le clivage syndicats /partis politiques/luttes sociales par de larges participations populaires et citoyennes (dynamiques) . « *Le né-*

cessaire dépassement de la césure entre les luttes ;le mouvement social et la politique institutionnelle, les partis politiques et les nombreuses organisations, associations, réseaux et collectifs de citoyens, insurgés, indignés, révoltés une galaxie d'organisations qui font de la politique sous des formes diverses ». Le débat du dossier montre que sur ce point au moins les idées et les prises de position ont bougé puisque par exemple Nara (Solidaires) revendique fortement le syndicalisme comme politique...

Il fallait (toujours à la FASE) mettre à profit les différentes expériences autogestionnaires féministes, écologiques, altermondialistes, de luttes des migrants, des quartiers etc... rapprocher les mouvements c'était (c'est encore !) s'apercevoir qu'ils ont moult convergences ; utiliser les liens entre eux pour créer du commun entre les luttes ! ce que nous essayons beaucoup de faire aujourd'hui.

Le projet de transformation de la société par une gauche alternative sociale et écologique passait entre autres par des candidatures unitaires et l'élection d'une assemblée constituante.

Tout ceci pourrait s'écrire aujourd'hui !!!! avec certes quelques nuances et avancées qui font les débats de ce numéro de *Cerises*.

● **Bénédicte Goussault**



© sergedignazio

Désir de politique et espoir

Convergence des luttes, alliance, « Tous ensemble », articulation des combats sociaux, etc., on ne compte plus les expressions tendant à rendre compte de la nécessité ressentie de dépasser la fragmentation des mouvements sociaux confrontés pourtant à un même système global de domination. Les luttes de classe, féministes, syndicales, antiracistes, anti-impérialistes, etc., se juxtaposent en s'ignorant pour le mieux, se concurrencent ou s'opposent pour le pire.

Indéniablement notre système politique est issu d'un compromis social d'après-guerre qui comportait trois piliers fondamentaux que même la 5^{ème} république n'a pas remis complètement en cause : un pilier de démocratie représentative avec les partis, un pilier de démocratie sociale avec les syndicats

et un pilier de démocratie civile avec les associations. Cela correspondait à l'organisation de la société, dont la production industrielle de masse en est la représentation la plus courante. Ces 3 piliers sont en crise, car la société n'est plus la même !

Donc si tout l'arc de gauche est en crise, ce n'est pas une coïncidence. En peu de mots quelques éléments qui doivent aboutir à d'autres pratiques politiques. On peut citer le fait que les sphères privées, renforcées, sont très perméables avec les sphères publiques qui auparavant étaient très séparées, et qui

font entrer dans le champ politique les femmes – autrefois invisibilisées dans la sphère uniquement privée – mais aussi les jeunes ou les enfants, les minorités et toutes les diversités sociales, culturelles, etc. Tout un chacun peut devenir un contributeur, un porte-parole même éphémère, via par exemple les réseaux sociaux, ce qui bouleverse la fonction de représentation, qui touche les 3 piliers dont j'ai parlé au début. Pour compléter, et de façon paradoxale par rapport à la participation aux élections, de plus en plus de citoyen·nes veulent intervenir dans la « vie de la cité », souvent pour des points de vue individuels, mais pas toujours ! Il est impossible aujourd'hui de faire passer en catimini la plupart des projets politiques, et cela oblige à en revoir les pratiques. C'est une bonne nouvelle car la formule « tout est politique » est toujours vraie ! Mais cela bouscule l'organisation des partis, des syndicats et des associations mais aussi des institutions de l'État, qui ne

De plus en plus de citoyen·nes veulent intervenir dans la « vie de la cité »

sont pas du tout adaptés à ce fonctionnement plus « participatif » ou « autogestionnaire » qui a émergé avec une société où l'individu a une plus grande place, et où les temps qu'on ne passe pas au travail sont bien plus importants qu'il y a 70 ans.

Changer de braquet transformateur et concevoir la chose publique autrement

Oui, il faut y croire ! Par exemple, nous venons à la Métropole de Lyon de créer la plus grande régie publique d'eau potable de France, à pleine capacité depuis le 1er janvier 2023. Un processus avec des associations et des habitant·es est en cours depuis 18 mois qui a permis de travailler le contrat d'objectifs de la régie, sa gouvernance, la notion du droit à l'eau et qui va travailler à la tarification environnementale et sociale à égalité avec les services et les élu·es « politiques ». Pour la première fois une régie aura 4 représentant·es citoyen·nes à parité dans son conseil d'administration, et celles-ci représentent une assemblée des usager·es de plusieurs centaines de membres. Les modalités de l'éducation populaire s'appliquent maintenant partout, avec plus ou moins de biais malheureusement (je ne citerai pas la convention climat mais vous voyez ce que je veux dire), mais beaucoup de communes l'expérimentent avec succès, soit avec des listes de type muni-

cipaliste, soit en travaillant avec leurs habitant·es (pour changer de Saillans, il faut regarder la convention climat de Est Ensemble, les travaux citoyens de Marmande, ou encore le pôle citoyen de Sarlat-la-Caneda). Ce qui est surprenant, c'est de ne pas beaucoup les trouver à l'œuvre dans les organisations politiques ou syndicales ! Mais ceci explique peut-être cela par rapport à la 1ère question...

Un processus d'autogestions de la société ?

Je ne sais pas si l'autogestion a répondu à tout mais ce qui est sûr c'est que la démocratie représentative n'a pas disparu pour autant et que les institutions sont les plus difficiles à faire évoluer. Pour changer nos conceptions de la politique, je pense qu'il faut aussi regarder en quoi la société a changé, en particulier son organisation. Comme nous sommes dans nos contradictions, entre deux rives probablement, je crois à « l'hybridation » pour progresser. Alors que nous sommes toujours dans l'hyperpersonnalisation, le mélange des 3 piliers entre eux et avec des individus intéressés est indispensable, et les formes pour y arriver sont presque aussi importantes que le fond. Pour susciter aussi le désir de politique, et l'espoir !

Laurence Boffet,
Vice présidente
Métropole du Grand Lyon



Produire de la politique, autogérer la société

Les congrès des partis de gauche français ont en commun un climat de crise. Les débats en cours peinent à s'extraire d'un logiciel un peu périmé alors que les mobilisations restent « inégales ». Dans le même temps, des initiatives foisonnent. Et la retraite remplit les rues. Le champ des questionnements est vaste, de la construction des propositions politiques au fossé creusé entre le politique et le quotidien. De quoi parle donc la politique ? A qui ? Pour les partis, l'abstention est-elle donc un problème ? Qu'est-ce que signifie aujourd'hui produire de la chose publique (donc de la politique), dans un monde mondialisé et dématérialisé ?

Les crises mondiales (eau, climat, échanges, géopolitiques...) semblent échapper à toute intervention alternative. Le capitalisme mondialisé se débat dans ses problèmes, et ses guerres, sans guère de contestation globale. L'altermondialisme cherche son second souffle, le syndicalisme est aussi essoufflé que les institutions internationales. De tout cela les partis de gauche ne causent guère.

Peut-être sommes-nous à un point de basculement. Inventaire (partiel) de crise....

- **La Crise des partis** n'est pas seulement celle de la forme parti. Elle indique plus globalement le bouleversement et les fossilisations qui atteignent toutes les formes organisées, syndicats, associations, altermondialisme compris. Ceci interroge ce qu'est un mouvement organisé politiquement. Ce que nous en voudrions. Comment peut-on autogérer la production de la « chose publique », non seulement pour contester mais de plus pour faire prendre forme à une alternative « en marche » au capitalisme, pour renverser la table et ouvrir les agapes ?

- C'est donc une **Crise du/de la politique** qui se développe accélérant la capacité de récupération du capitalisme tout en laissant aux marges des pratiques et « expériences » de plus en plus nombreuses. L'abstention désormais massive participe à élargir le fossé ainsi créé. Que nous dit l'abstention, à commencer par la démocratie participative et les institutions ? La sobriété en politique peut-elle se résumer à la question du cumul des mandats et à leur révocabilité ?

- N'est-il pas l'heure - enfin ! - de **changer des conceptions dépassées de la politique**. D'en finir avec une conception policière de l'actualité, de jeter aux orties les pratiques de suspicion, de petites phrases, spectacles-buzz et de tragi-pantalonades de couloirs ? Comme si la Politique n'était qu'une aubade aux vertiges du Pouvoir...

- De quoi « s'occupe » ce qu'on appelle 'politique' ? Faut-il encore distinguer champs politique et social ? sociétal et moral ? associatif et secteur public ? En quel rhizome la politique peut-elle s'enraciner pour faire du bien commun une aventure partagée ?



© sergedignazio

Ouvrir des espaces où se débattent et se construisent des propositions, de la production politique

- Si nous gardons la visée d'un dépérissement de l'État, cela résume-t-il la question d'autogérer la société ? Gérer la société est-ce confondable avec l'État, même local ? C'est tout le logiciel nécessaire qui est à inventer. La gestion renvoie aux moyens et aux principes qui peuvent fonder les solidarités, leurs périmètres, les financements (donc les gratuités, les péréquations, etc.).

Certes le chantier est immense. Tout cela en mesurant combien le fossé peut paraître profond avec des décennies de délégation de pouvoir et de déraison d'État... solidement ancrées dans la culture collective.

Si nous voulons que notre camp social, avec toute la population, se réapproprie la chose publique, le devenir de notre société, peut-être faut-il exiger des partis et organisations qu'ils mettent leur savoir-faire à contribution pour ouvrir des espaces où se débattent et se construisent des propositions, de la production politique. Et laissons donc aux « gens » le soin de gérer leur(s) quotidien(s), leur cité. Enfin on cesserait de les prendre pour des c... et on valoriserait une intelligence collective qui ne demande qu'à libérer les énergies et à tenter les possibles.

● Patrick Vassallo



©Ceriseslacooperative.info



La politisation se fait à l'extérieur des partis

Une situation paradoxale ?

Grèves, manifestations, marches, occupations, pétitions... non, le moment n'est pas atone et les motifs de mobilisations, à commencer par les retraites, ne manquent pas.

Pourtant, l'abstention aux élections est forte, surtout chez les jeunes et dans les quartiers populaires, et les structures organisées sont en crise (mouvements politiques, syndicats). Elles sont vieillissantes, ne se renouvellent pas et le tissu militant se rétrécit. Les partis traditionnels ont subi un effondrement électoral et sont tous en crise y compris, à gauche, ceux qui prétendaient faire mieux que les autres. Le taux de syndicalisation reste faible surtout chez les plus jeunes.

Les manifestations sur les retraites ne masquent pas le fait que, depuis plusieurs années, la plupart des mobilisations se sont construites en dehors de structures organisées. Les Gilets Jaunes en sont l'exemple emblématique ou dans une moindre mesure la grève des contrôleurs et contrôleuses du rail en décembre 2022. Les Marches « Climat » ont été impulsées par des jeunes, membres d'associations ou pas, rejetant instinctivement les partis politiques per-

çus comme récupérateurs. Quant aux mobilisations féministes, elles sont animées par des collectifs composés de plusieurs organisations qui travaillent ensemble ponctuellement et attirent des militant-es de plus en plus jeunes dans les manifestations.

Il n'y a pas de désintérêt pour la politique mais la politisation se fait à l'extérieur des partis et parfois des organisations associatives ou syndicales.

Ces nouvelles formes de mobilisations suscitent plus d'enthousiasme, moins de méfiance et permettent un travail plus fluide, à la base.

Les organisations traditionnelles ne répondent plus aux aspirations de la population. Elles prétendent, encore trop souvent, faire à la place des gens ou les représenter.

Pour les partis politiques, la méfiance massive est en partie due à la fonctionnalité même des partis politiques dans la Vème république, leur vision électoraliste



© sergedignazio

ou le relai qu'elles constituent pour des carriéristes. Les associations et syndicats, se voient parfois reprocher une dérive institutionnelle.

Le contraste entre vieillissement des structures et jeunesse dans les mobilisations n'est pas un hasard. Le rejet de ces structures traditionnelles incombe à la fois à leur fonctionnement trop hiérarchique, pyramidal, très masculinisé et à leur manière de concevoir leur activité. Ce fonctionnement n'est pas théorisé mais le décalage entre leurs propositions d'émancipation et leurs pratiques est grand. De fait, des militant-es professionnel-les ou des professionnel-les de la politique ou du syndicalisme confisquent l'activité qui se veut émancipatrice.

Cette crise nous oblige à concevoir l'activité militante et citoyenne autrement.

Tout d'abord parce qu'elle pourrait ne pas profiter aux forces de gauche mais au contraire aux néofascistes qui, même s'ils sont aussi concerné-es par la crise dans une moindre mesure, pourraient s'engouffrer dans la brèche et combler un vide.

Ensuite, elle offre l'opportunité de réfléchir et de proposer d'autres pratiques ou modèles alternatifs.

L'autogestion, but et chemin, est la bonne référence pour changer nos pratiques immédiatement et engager un processus d'autogestion globale de la société.

Renouveler les pratiques et conceptions de la politique, comme du syndicalisme ou de l'engagement associatif, passe par

une démocratie radicale à tous les niveaux, un développement des pratiques participatives, moins de délégation de pouvoir avec des décisions prises à la base et pas imposées d'en haut par des chefs. Les organisations, impérativement plus féminisées, au fonctionnement autogéré doivent se concevoir comme des relais .

Les expériences de rassemblements citoyens et de listes citoyennes lors des dernières élections municipales, par exemple, attestent de cette aspiration.

Enfin, le changement de conception du rôle des citoyen-nes ne doit-il pas commencer à la base par une école émancipatrice, et s'ancrer sur les lieux de travail ?

● Florence Ciaravola



©sergedignazzio

Faisons notre mue

A partir de mon expérience de maire, de militant politique à la fois dans un parti mais aussi dans des mouvements, je ne crois pas que la crise politique actuelle trouve sa source dans un problème de forme des partis. Les mouvements sont souvent moins formellement démocratiques que les partis. Les gens aux dernières élections ont plutôt voté pour des candidat-es issu-es de mouvement dont la démocratie interne n'est pas ce qu'il se fait de mieux, ni la capacité à élaborer des propositions avec les gens.

La crise politique actuelle est une crise de contenu, de capacité à faire vivre des actions, des propositions, des rassemblements utiles et en phase avec les enjeux du XXI^e siècle. C'est d'abord notre incapacité collective à faire raisonner les enjeux climatiques et de classes de notre siècle avec les aspirations et difficultés

des citoyennes et citoyens de notre pays. La crise des partis politiques et des mouvements est le reflet de cette incapacité. Anicet Lepors avait écrit un ouvrage intitulé: «Pendant la mue le serpent est aveugle». Notre mue n'est pas finie. Créons les conditions de disputes autour de grandes questions posées aux

forces de la transformation sociale et écologique:

- Comment lutter contre les inégalités sociales tout en consommant moins de ressources ?
- Comment produire moins et autrement permet de baisser le temps de travail,

Créons les conditions de disputes autour de grandes questions

d'ouvrir la possibilité de la déprolétarianisation de la production pour redonner au producteur la maîtrise du mode de production, du sens de son travail, de l'organisation de celui-ci? Comment penser et agir pour changer les modes de production agricole et industriel pour s'inscrire dans le cycle de vie de la planète?

- Comment une société qui fait de la frugalité heureuse un moyen de repenser notre lien au vivant comme nos rapports entre humains nous inscrit dans un mouvement réel qui remet en cause toutes les dominations, économiques, sociales, de genre, ainsi que sur la nature. Cela ne nécessite-t-il pas l'appropriation sociale des moyens de production pour sortir des eaux glacées du calcul égoïstes? Celle-ci ne se traduisant pas seulement par une propriété d'État mais par de multiple expérimentation d'autogestion de régies publiques, de coopératives, des fonctions de l'État...

- Comment constituer des communautés humaines qui construisent des



©sergedignazio

communs, qui n'opprime pas les désirs singuliers, qui aide les singularités à s'affirmer tout en générant un pouvoir d'agir collectif

Ce n'est pas la crise du/de la politique qui est une chance mais la prise de conscience de la nécessité de tout changer pour répondre aux enjeux sociaux et climatiques qui est une opportunité pour changer de braquet transformateur et concevoir la chose publique autrement.

Il n'y a pas de raccourcis organisationnels. Il n'y a pas de raccourcis avec le «faire avec» dans tous les sens du terme.

Faire avec l'état de la société et des consciences pour les transformer. Faire avec nos difficultés organisationnelles pour les surmonter. Faire avec les gens dans une dynamique visant l'autogestion, l'auto-organisation au plus près du terrain. Cela n'est pas s'engager dans du spontanéisme, mais produire des idées, des propositions, créer les conditions de la dispute pour les réélaborer avec les gens, respecter les décisions prises sans pour autant cesser la lutte idéologique. Car lorsqu'une idée s'empare des masses...

● **Patrice Leclerc**



Un signe des temps profond

Le NPA éclate, LFI se déchire, le PC ne sait plus où il en est, le PS se scinde, à droite le combat des chefs stérilise les appareils. Cela fait trop pour n'être qu'une coïncidence.

Alors que l'individualité est devenue l'ancrage dans tout phénomène social, la genèse des partis s'est faite sur des rap-

ports de guides et de guidés liés au système représentatif et institutionnel. Il y a ceux (surtout des hommes) qui savent, et fonctionnent sur des rapports verticaux axés sur la prise du pouvoir d'État et celles et ceux qui ne peuvent que réclamer et voter. D'où la dissociation du social (réservé aux refus) et des politiques qui seraient les experts pour forger les réponses

Ce partage vient à la fois des modes de commandement liés à la révolution industrielle et d'une lecture hâtive de la fin de la Commune. D'avoir confondu son écrasement avec l'idée qu'elle a échoué, a poussé à une mise en conformité avec la conception délégataire de la République. Nous sommes citoyen/nés le temps passé dans un isolement pour désigner à qui obéir ensuite.

Cela aboutit à un enfermement de la politique dans l'espace institutionnel. Et les

surgissements du peuple dérangent les structures politiques. Il n'est qu'à penser aux attermoissements devant les Gilets Jaunes. Cela rend les partis inattentifs à l'égard de ce qui est encore en germe dans les têtes. Ils s'indexent soit sur ce que disent les autres forces soit sur les sondages - ces derniers portant rarement sur le fond du fonctionnement de la société, alors que déjà la mise en cause des milliardaires et du refus de se plier au marché s'expriment dans les « manifs ».

Les partis sont en retard sur ces possibilités comme ils retardent sur le fait que la crise du capitalisme interdit d'espérer revenir au compromis keynésien du siècle dernier.

Ce fossé entre vie politique et aspirations est de plus en plus criant. Il n'y a qu'à se référer aux abstentions et à la crainte des mouvements d'être récupérés par les partis. Ceux-ci font alors écran entre

Commencer tout de suite un processus de ruptures et d'arrachement d'un rôle central du peuple



©sergedignazzio

mouvement populaire et son investissement dans la politique, amputant d'autant le passage à une vision collective qui pourrait être majoritaire comme en témoignent les rassemblements sur les retraites.

Sommes-nous dans une impasse si nous ne touchons pas au système représentatif ? oui. Mais les raisons mêmes de ce rejet sont à prendre comme un levier. Déjà la volonté de faire par soi-même émerge : Gilets Jaunes, et récemment contrôleurs SNCF..

De plus en plus chaque « manif » regroupe des motivations différentes mais sciemment associées. Une utilisation

sociale des richesses commence à être exigée. La lutte des classes serait-elle de retour ? Il devient possible de faire émerger un dénominateur commun à toutes les causes à défendre et d'inventer une autre société : le refus de soumettre le vital aux rapports de domination, à la rentabilité financière et s'en prendre au système actionnarial qui est au cœur du capitalisme. Élaborer ses propres réponses transformatrices et les rendre contraignantes pour celles et ceux qui deviendraient des porte-paroles, peut devenir l'ordinaire de chaque lutte et la transformer en force de *pouvoir-faire*.

Construire des alternatives, passe par, non pas par un grand soir, mais à com-

mencer tout de suite un processus de ruptures et d'arrachement d'un rôle central du peuple et de toutes ses causes, jusqu'ici unimaginé. S'organiser collectivement ne passe pas par la verticalité des formes partidaires actuelles mais peut-être en fédérant différentes approches sur de mêmes objets.

Déplacer l'affrontement et le débat public ainsi, avant même que les solutions soient réalisées, nourrirait un imaginaire qui bouleverserait le rapport des forces.

● Pierre Zarka



© sergedignazzio

Une crise historique du politique

L'affirmation selon laquelle la crise des partis politiques, doublée d'un certain rejet des « hommes politiques », est devenue extrêmement courante. Elle s'objective, sans recherche d'exhaustivité, par l'extrême affaiblissement du Parti communiste (mais qui n'a pas disparu

comme beaucoup l'avaient annoncé, voire espéré), par la crise historique du Parti socialiste et au-delà la crise de la social-démocratie, par la crise du NPA ou encore de celle de la « droite républicaine » dont une partie a plus ou moins ouvertement rallié le RN.

élus (incontrôlables car idéologiquement et financièrement (le plus souvent) au service du capital, passant du privé au public de façon de plus en plus manifeste). Cette crise, déjà très mûre, est paradoxalement la preuve de la maturité de la question communiste.

Cette émancipation ne se fera pas par une décision politique

Certes, cette crise est très ancienne (dont l'essor du Front national, dans les années 80, en est un des symptômes) et doit être reliée absolument (entre autres facteurs) à la crise ici aussi historique de la « démocratie bourgeoise représentative » et de son corollaire, celui du « marché électif » (comme au supermarché, on choisit un candidat, avec ses propositions, sans aucune certitude quant à la fiabilité de ses promesses). Au-delà de la conjoncture historique actuelle, on assiste au rejet et à la faillite de la « délégation de pouvoir » à des représentants

On peut parler, plus généralement, d'une faillite politique globale, marquée par l'affaiblissement constant des États, au profit du « marché », par la confiscation croissante, par ce que j'ai appelé une « hyperbourgeoisie » mondialisée (une majorité d'actionnaires du CAC 40 sont des fonds étrangers) du pouvoir réel de décision, et donc à un rapport de forces de plus en plus autoritaire, brutal, violant y compris la « légalité » (privatisation du système de santé sans aucun débat et « en douce » !). La montée des régimes dits illibéraux, que l'on peut analyser

comme un processus de néo-fascisation, est une autre manifestation de cette faillite.

Les Français le ressentent plus ou moins clairement, ils se détournent de la politique et se contentent le plus souvent de « résister », « dos au mur » et de se replier sur le « local ».

Mais, encore au-delà, c'est à la crise du politique qu'on assiste. Tout vient, à mon sens, d'une surestimation « historique » de la voie politique (Commune de Paris, révolution de 1917, Libération) alors que la plupart du temps, de fait, les conditions pour de réelles avancées révolutionnaires n'étaient pas réunies. L'immaturation de la révolution communiste a été longtemps ignorée. Tout processus révolutionnaire à visée communiste exige obligatoirement une réappropriation par les travailleurs et les citoyens des moyens de production et d'échange. Pour faire « évoluer » les rapports sociaux, il faut donc d'abord une mutation majeure des forces productives, c'est-à-dire essentiellement des travailleurs (au sens large). Ma thèse est qu'une révolution communiste post capitaliste et post-classiste exige des individus capables de se réapproprier effectivement leur outil de production ou d'échange, leur lieu de travail ou de vie, bref de se réapproprier leurs existences. Or cette émancipation ne se fera pas par une décision politique. Le politique ne peut que « couronner » de telles évolutions en validant, par la loi, les avancées

révolutionnaires déjà là. De fait, l'État bourgeois (avec la propriété privée des moyens de production) ne peut, en aucun cas, être investi sans être totalement détruit/reconstruit.

Pourtant, paradoxalement, le communisme est bien en mouvement au sens où cette réappropriation est déjà commencée (on peut parler d'une subsumption formelle du capitalisme). Seule cette réappropriation par les travailleurs de leurs lieux de travail et par les citoyens de leurs lieux de vie peut ouvrir des possibles communistes.

● Jean Sève





Nous avons besoin d'organisations

Face à la puissance du capital tentaculaire, à la structuration du pouvoir de plus en plus autoritaire, à une redoutable hégémonie médiatique, il nous faut des forces organisées pour les contrer.

S'agit-il encore de partis ? La réponse ne saurait être tranchée en quelques lignes dans une réponse catégorique. Mais il me semble que oui : nous avons toujours besoin de partis. Parce qu'ils constituent un potentiel, un vivier, un réservoir, une mémoire. D'abord en termes

d'élaboration théorique et stratégique : bien sûr, ils n'en ont pas l'exclusivité mais permettent en général d'analyser les rapports de forces, d'avancer des programmes ajustés à la situation. Ils portent aussi l'héritage des luttes passées.

Alors pourquoi la crise actuelle des partis politiques, à gauche en général et en particulier dans la gauche radicale ? Sans doute d'abord parce que la forme-parti incite parfois au sectarisme : il faut tenir ferme sur ses positions, tellement, que le recul finit par manquer. Le regretté Alain Krivine, en ne lâchant à aucun moment prise durant toute sa vie sur l'impératif de construire un parti, avait conscience du danger. Il incitait à « nouer des liens avec les « organisations de masse », « un syndicat, une association de locataires, un comité antiraciste ou un groupe féministe. Bref, un regroupement où côtoyer des gens normaux¹ ». Mais cela ne suffit pas. Les

organisations politiques paraissent avoir peur de leur ombre : peur, en fait, de leurs militant-es. Dans la gauche radicale, beaucoup, qui ne jurent que par l'émancipation, la démocratie directe et le refus des dominations, ne font pas confiance en leur « base » et ne lui donnent pas les moyens de l'auto-organisation. Même dans les partis les plus soucieux d'échapper à la verticalité, celle-ci pourtant est souvent reconduite.

Un autre paradoxe du même acabit tient dans les querelles personnelles et les conflits d'egos. Certes, dans ces batailles internes, les motifs sont souvent politiques. Mais il y intervient aussi, sinon des ambitions, du moins des satisfactions d'orgueil. Le politiste Daniel Gaxie l'a analysé il y a assez longtemps de ça déjà : il existe des « rétributions affectives » du militantisme. Non pas de l'argent, ni des postes, ni même du pouvoir, mais une certaine estime de soi. Ces « rétributions » sont pour beaucoup positives. Voilà ce que citait Gaxie : « la solidarité, la cohésion, la communauté des goûts et des sentiments, l'identifica-

La forme-parti incite parfois au sectarisme

1. Alain Krivine, *Ça te passera avec l'âge*, Paris, Flammarion, 2006, p. 85 sq.

tion à un groupe, les joies de la victoire, les réconforts mutuels dans les défaites et dans les malheurs individuels, les risques et les épreuves affrontés en commun, les réunions où se retrouvent les vieux amis et où s'égrènent les souvenirs, les controverses passionnées, les longues discussions poursuivies au café, l'affection, la complicité, l'amitié des militants procurent des joies que l'on peut juger prosaïques et accessoires, mais qui constituent pourtant un puissant moyen d'attachement au parti² ». *Le problème est qu'elles semblent parfois disparaître sous la tension des conflits internes.*

Pour les surmonter, trois perspectives se dessinent : avoir confiance dans l'intelligence collective et la plus vive démocratie ; sortir de l'entre-soi, notamment de son corpus théorique, trop souvent mal renouvelé – donc aller lire et expérimenter ce qui s'élabore ailleurs qu'au sein du parti ; accepter que les désaccords ne soient pas des querelles de chapelles : ne pas en faire des ab-cès de fixation mais des points d'appui pour des élans constructifs. Et je ne crois pas que ce soit naïf...

● Ludivine Bantigny

2. Daniel Gaxie, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, n° 1, 1977, p. 123-154.

Espace ouvert à toutes et tous se reconnaissant dans le désir d'une société débarrassée du capitalisme, espace rassemblant individus et organisations, la coordination anticapitaliste rennaise expérimente d'autres pratiques politiques

« Notre objectif est de construire une convergence concrète entre les luttes contre les diverses formes d'oppression et d'exploitation des êtres humains et des mondes vivants, en définissant un horizon stratégique désirable : rompre avec le capitalisme. Cela implique de démanteler l'ensemble des logiques racistes, colonialistes, écocidaire, validistes et patriarcales qui traversent et nourrissent l'économie mondialisée du capital.

Ce dernier assure de manière systémique la mise en cohérence de ces logiques pour maintenir son

pouvoir politique contre les classes dépossédées de toute maîtrise sur leurs conditions de vie ; de plus, les multiples crises que nous traversons par sa faute sont autant de moyens pour lui de se renouveler. Ainsi, la coordination vise à la fois à renforcer l'anticapitalisme dans les luttes spécifiques, et à incorporer les enjeux de ces luttes dans les combats anticapitalistes.

(...)

L'objectif n'est donc pas de construire une pensée unique ni une modalité d'action supérieure, une

définition arrêtée sur chaque chose. Au contraire, la pluralité des manières de se situer, d'analyser et de faire, doit nous pousser à rester en débat, à garder la pensée mouvante, à faciliter l'échange, l'écoute et la réflexion commune, pour développer une intelligence collective effective. Ce qui, à nos yeux, est constitutif d'une communauté de lutte et de classe à même d'appréhender la société dans toute sa complexité.

(...)

Nous reconnaissons donc la nécessité de lutter où nous sommes sans nous déconnecter du contexte

international dans lequel s'inscrivent nos existences. C'est en cela que nous pouvons nous reconnaître dans d'autres communautés à travers le monde, les soutenir, nous en inspirer, nous coordonner avec elles et affiner notre définition de l'ennemi commun pour mieux l'attaquer.

Nos ambitions et les réponses à apporter doivent être à la mesure du désastre en cours : extraordinaires ! »

Texte de présentation de la CAR



© Ceriseslacooperative.info

Une construction collective

Alors que nous sommes nombreux-ses au sein de la gauche radicale, anticapitaliste, écosocialiste, autogestionnaire... à appeler de nos vœux la construction d'une nouvelle expression politique des exploité-es et des opprimé-es, les organisations existantes continuent de s'émietter sans que de nouvelles ne combler le vide.

La révolution a besoin d'outils politiques

Au delà de l'histoire propre à chaque courant, la raison de fond tient sans doute à ce moment qui clôt une longue période historique mais ne voit pas encore surgir les outils d'une nouvelle époque. Beaucoup des organisations et des militant-es sont encore issu-es du XXe siècle, forgé-es par cette histoire dominée par le stalinisme et dans une moindre mesure par la social-démocratie et par la volonté de se construire, organisationnellement et idéologiquement, en opposition à ces deux grands courants mais dans un mouvement ouvrier structuré par eux.

Quand le stalinisme s'est effondré, nous écrivions « nouvelle époque, nouveau programme, nouveau parti ». Plus tard,

avec la création du NPA nous avons cherché à répondre à ce défi, avec beaucoup d'erreurs certes, mais il faut le souligner sans fétichisme de notre propre organisation, la LCR. Cependant nous avons lourdement sous-estimé à quel point le monde, et pas seulement la sphère politique, avait changé.

Aujourd'hui, les crises écologiques, dont le réchauffement climatique, affectent déjà profondément nos vies, en particulier celles des plus pauvres, et menacent les conditions même de la vie humaine sur terre, les guerres et les violations des droits des peuples, le racisme et les crises de l'accueil des migrant-es mettent en cause la notion même d'humanité, la nouvelle vague féministe ré-

vèle la nature structurelle des violences sexistes et sexuelles, le néolibéralisme économique va de pair avec l'autoritarisme d'État et le fascisme est déjà au pouvoir ou menace de l'être dans de nombreux pays... Autant de bouleversements du monde qui ne rendent que plus nécessaire et urgente sa transformation révolutionnaire. Si la révolution n'a pas besoin de parti guide, elle a besoin d'outils politiques, d'un projet de société et de cadres collectifs permettant de réfléchir et d'élaborer une stratégie.

Nos engagements dans la durée ont besoin d'espoir, d'un projet qui articule l'émancipation sociale et politique, la fin de l'exploitation et de toutes les oppressions avec l'impératif de stopper la destruction du vivant, un projet « écosocialiste » parce que vision du socialisme comme produit automatique du progrès et du développement des forces productives entache l'idée même de socialisme. La politique, si on ne la réduit pas aux élections, n'est pas l'apanage des seuls partis. Mais, parce que nous ne pensons pas l'action politique comme une représentation/délégation, mais comme une construction collective, il y a une place spécifique, irremplaçable de l'organisation politique pour réfléchir et agir en fonction d'objectifs communs, pour penser l'articulation entre différents modes et terrains d'action, entre la construction d'alternatives non capitalistes et l'affrontement à l'État, entre les mobilisations de masse et le terrain électoral... Très concrètement, la démocratie, l'auto-organisation sont essentielles à notre projet comme aux moyens de le concrétiser, pourtant elles n'ont rien de spontané, elles ont besoin à chaque moment d'être encouragées consciemment. Les mouvements sociaux, l'auto-organisation des premier-es concerné-es sont aussi es-



sentiels mais leur intersectionnalité, leur articulation sans hiérarchie nécessite là encore une volonté consciente.

La politique a mauvaise presse et elle

le mérite souvent. Ce n'est pas une raison pour renoncer, mais une invitation à l'imagination !

● **Christine Poupin**



© Ceriseslacooperative.info

Potentialités des luttes, addition ou cause commune, trois syndicalistes poursuivent le débat

Le 11 janvier dernier, une table ronde a réuni plusieurs membres du comité de rédaction de Cerises, Céline Verzeletti de la CGT, Nada Cladera de Solidaires, Jean Marc Cléry de la FSU qui ont accepté notre invitation à réagir aux dossiers des numéros de décembre et de janvier : les potentialités du mouvement social, la multiplicité des luttes et leur rapport à l'anticapitalisme.

Quels sont les « dénominateurs communs » à toutes les mobilisations ? Comment permettent-ils de passer de l'addition de luttes et de mouvements à une dynamique populaire qui s'empare du politique ? Comment faire cause commune sans s'effacer derrière qui ou quoi que ce soit ?

Quels éléments permettent à chaque mouvement d'agir pour un rapport de forces qui lui soit plus favorable ? Et améliorent le mouvement général de transformation et d'anticapitalisme ?

Potentialités des luttes



Céline Verzeletti : « la CGT est sur la double besogne mais je ne suis pas sûre qu'au départ en tout cas, la majorité des salariés qui sont impliqués aient conscience dans ses objectifs de mener une bataille contre le système capitaliste (...) je pense néanmoins qu'il y a eu une évolution, ces

derniers temps, quant à la conscientisation de notre classe et de la lutte des classes. On le constate au sein des entreprises, pas sur d'autres mobilisations... quoi que... »



Nara Cladera pense qu'« on est dans un moment historique très intéressant parce que le covid est passé par là et a mis vraiment sous le projecteur l'échec absolu du néolibéralisme à l'échelle planétaire. Il y a une prise de conscience avec toutes les différences bien sûr géographiques, historiques, culturelles, mais une prise de

conscience planétaire.



Jean-Marc Cléry est frappé par la bonne santé de la pensée critique que ce soit en matière de féminisme, de réflexion écologique, de rapport au vivant(...). Selon lui le fond de l'air est beaucoup plus rouge que ce que l'on pourrait croire. Jean Marc observe que sur le terrain intellectuel on a

toute une génération de jeunes chercheurs qui sont arrivés dans un contexte peu favorable à la pensée critique (...) et le vocabulaire de la contestation du système fait une percée magistrale : on entend parler de domination, d'exploitation capitaliste, de colonialisme, de patriarcat, c'est assez remarquable ».



Pierre Zarka revient sur la notion d'iceberg : « On sait que ce que l'on voit d'un iceberg c'est la plus petite partie et que la plus grosse est complètement hors de notre champ de vision. Quelle mouche a piqué le MoDem dans le débat budgétaire à l'Assemblée nationale lorsqu'il a proposé

un amendement pour taxer non pas les supers profits mais les supers dividendes, c'est-à-dire le cœur du système ? Certains ont des antennes qui descendent très profondément dans la société. Et que peut être les nôtres, ne descendent

pas aussi profondément. Il y a dans le non-dit ou le non-explicite peut-être quelque chose qui n'est pas toujours repris et qui pourtant existe à l'état latent. Et qui fait, que parfois, on est un peu pris de court par des mouvements qui surgissent. C'est à la fois inévitable, normal, sein, mais aussi peut-être un peu symptomatique. Personne n'avait vu venir les gilets jaunes au moment où ils ont surgi ».

Céline Verzeletti : « Les batailles sur les salaires depuis longtemps n'avaient pas été des batailles offensives. Notre entreprise dégage tant de profits, tant de dividendes, nous on veut avoir notre part, voilà ce que disent les salariés. C'est très clair. Ce sont là des discours qu'on n'avait pas entendus depuis un certain temps. Ça, c'est tout à fait positif (...) Ainsi de la jeunesse précarisée qui n'est pas dans les entreprises. Parfois nous estimons qu'ils ne sont pas politisés, et bien je n'en suis pas si sûre. Par contre ils l'expriment différemment ».

Nara Cladera : « Je pense que la jeunesse est très consciente, concernant notamment la question écologique la planète. Extractivisme et l'exploitation à tout-va, sont des éléments moteurs et intrinsèques du capitalisme faisant partie du mécanisme lui-même, du système capitaliste. Et cela est un levier important pour la jeunesse (...) Nous avons pu voir aussi que les mouvements des gilets jaunes, à la fois très

multiples très différents, avaient justement jeté le pavé dans la mare sur la question de la lutte des classes ».



Daniel Rome : « Les jeunes de Deliveroo à Toulouse se sont fortement impliqués en créant un syndicat et en exigeant un statut de salariés. Il y a aussi dans la jeunesse la plus précarisée, parfois des luttes inattendues qui donnent des débuts de victoire ».

Jean-Marc Cléry : « Nous sommes dans une période de haute conflictualité sociale. La question c'est effectivement les débouchés à apporter à cette colère sociale, rentrée, qui sort parfois sur un certain nombre de sujets ponctuels mais pour laquelle il est difficile de donner un horizon. (...) Les luttes sont aussi des moments où on peut construire de la réflexion. Justement, la lutte pour les retraites, en tous cas dans sa première version contre le projet Macron, n'a pas seulement été un travail de mobilisation, elle a aussi été un travail de précision, d'approfondissement, et de mise au clair non seulement de la critique du projet de la réforme à point qui était celui de Macron, qui a d'ailleurs permis de stopper pour assez longtemps, le projet qui était porté par la CFDT ».

Daniel Rome : « on gagnera le jour où on aura gagné l'hégémonie culturelle sur des grandes questions politiques économiques et sociétales ».



Sylvie Larue : « Si les luttes accélèrent les processus de conscientisation, il y a toujours des freins sur l'idée qu'il faut travailler sur les alternatives. Je pense que si la CGT, la FSU et Solidaires, à l'occasion de la bataille des retraites, réussissaient à avoir une expression sur les revendications - retraite à 60 ans et 37,5 annuités-, en disant qu'on peut financer en

augmentant les cotisations et en ponctionnant l'argent des dividendes cette expression commune permettrait d'aborder cette bataille contre la réforme des retraites différemment ».

Addition des luttes ou cause commune

Nara Cladera : « Quand on dit transformation sociale on ne peut pas imaginer une seconde une société transformée vers une société émancipatrice sans combattre l'ensemble des oppressions, arrêtons ce faux débat de lutte de classe versus oppressions ».

Céline Verzeletti remarque « que certaines thématiques mobilisent plus et particulièrement dans la jeunesse et parfois auprès de personnes qui ne sont pas forcément dans des structures ou des forces organisées, par exemple sur les questions féministes, sur les questions environnementales, sur les questions du racisme (...). Quand on dit que certaines luttes qui pourraient être considérées comme périphériques et pas au cœur de la lutte anti capitaliste par exemple les questions féministes, environnementales et anti racistes [...] les personnes n'auraient pas forcément conscience ou la volonté de mener une lutte anticapitaliste, je pense qu'en fonction de ce qu'on est, de ce qu'on vit, on n'a pas les mêmes urgences en premier lieu. Quand on veut absolument faire converger les luttes, parfois c'est un échec parce que pour le coup chacun a ses propres urgences et forcément ça implique de hiérarchiser ces urgences.

Ce système capitaliste nourrit d'autres systèmes de domination qu'il faut prendre en compte forcément et donc ça c'est difficile parfois dans nos organisations de prendre conscience de ça et de justement arriver à articuler ses mobilisations sans invisibiliser certaines plus que d'autres, hiérarchiser les différentes thématiques ».

Nara Cladera ... « ces luttes, ces oppressions [...] que le mouvement ouvrier historiquement [...] avait considéré comme

inférieures, secondaires, pas prioritaires [...] là il y a vraiment eu un changement de paradigme. Le capitalisme est né et a pu se développer avec le colonialisme donc par conséquent la lutte anti-raciste est essentielle et c'est une lutte anti capitaliste avec le patriarcat également bien sûr l'exploitation, bien entendu qu'en attaquant le racisme, on affaiblit le capitalisme ».

Jean-Marc Cléry « On entend aujourd'hui de plus en plus[...] parler de domination, d'exploitation capitaliste, [...] de colonialisme, de patriarcat, [...], des concepts qui étaient totalement effacés à la fin des années 70, je trouve ça assez enthousiasmant ».

Daniel Rome observe que sur la question du racisme et de l'accueil des migrants, les forces politiques ont battu en retraite et ont eu peur du Front national.

Jean-Marc Cléry fait ce constat : « la condition d'un jeune doctorant ou d'un post-doc, eux aussi connaissent la précarité ; les femmes chercheuses connaissent aussi les questions de sexisme, ô combien !, à l'université et de domination -et ce n'est pas tout à fait pour rien que ces jeunes chercheuses et chercheurs sont sur des positions beaucoup plus critiques et beaucoup plus radicales aujourd'hui ».

Qui élabore ? Ou comment se définir comme sujet politique ?

Pierre Zarka Ne faut-il pas investir davantage, les uns et les autres, le champ des alternatives peut permettre de créer ce que j'appellerais, moi, un dénominateur commun, sans demander à qui que ce soit d'abandonner ses préoccupations ?

Nara Cladera insiste sur la définition du « politique » et revendique en tant que syndicaliste de se considérer comme force politique : « le syndicalisme est une force politique et c'est un outil de lutte justement parce que nous sommes une

force politique qui permet de transformer la réalité concrète » dit-elle. « Dans les luttes, le travailleur prend conscience qu'il est un sujet politique ».

Jean-Marc Cléry insiste sur le rôle des organisations dans la prise en charge de la visée politique : « Si on veut tracer des perspectives et donner des horizons de lutte, je crois qu'il y a un moment aussi où il faut prendre une forme de risque dans ce qu'on affirme. Et du type de société qu'on envisage (...). On lutte aussi parce qu'on est en colère, parce qu'on est révolté et parce qu'on a souffert... mais aussi parce qu'on a du désir ! (...) Je crois très fortement à la nécessité d'avoir des espaces, des espaces de confrontation, et des espaces d'échanges ».

Pierre Zarka pose la question : « Mais qui va le produire ? Je ne crois pas qu'on puisse produire à la place des intéressés ».

Patrick Vassallo renchérit : « Je ne reconnais aux organisations que le pouvoir de mettre des espaces où l'on construit des choses. Le reste, aux assemblées générales de travailleurs, de décider. Et à l'autogestion de la société de se faire. Il y a donc une question de dynamique. Il nous faut une visée, et pour cette visée une dynamique ».

Pierre Zarka : La visée, pour moi, ça fait partie de la définition de la lutte.

Cette dernière partie résonne avec le dossier de ce numéro de février. En pleine mobilisation contre la réforme des retraites, il y a de quoi faire des travaux pratiques, nous y reviendrons en mars.

● La synthèse des débats a été réalisée par Catherine Destom-Bottin, Sylvie Larue, Daniel Rome.



1983

40 ans après : la grande marche des sidérurgistes et l'achèvement de l'industrie française. L'apparition de « groupes autonomes » pour casser les manifs. Le tournant miterrandien de la rigueur. La marche pour l'égalité...

Avec ce 3ème volet du triptyque consacré aux identités (gauloises) et aux amnésies (coloniales), Alice Carré et Margaux Eskenazi nous proposent près de 3 heures d'un spectacle parfois succulent, qui suscite le rire à plusieurs moments, mais qui livre quelques interrogations non moins essentielles au mouvement ouvrier, à l'évolution de la société (la réapparition du fascisme en France n'est pas la moindre) et à la transformation du monde. La charge politique est rude. Mais exacte. SOS racisme, Mauroy (puis Hollande), Le Pen et le FN, l'espoir et la désillusion, Et le lent travail de sape qui s'insinue ainsi dans des trajectoires personnelles. Les renoncements. Individuels ou collectifs.

Ce spectacle mériterait l'attention des générations « montantes », à qui l'on a appris la pensée unique, le libéralisme triomphant et l'abattement des utopies.

1983 a-t-elle été une année charnière ? Ce débat reste ouvert, tout comme l'alternative renoncement ou renversement. A ne pas rater !

● Patrick Vassallo

1983, Alice Carré et Margaux Eskenazi, en tournée début 2023

<https://www.theatre-contemporain.net/spectacles/1983/lesdates>

<https://bureauadesfilles.com/alice-carre-cie-eia/spectacles/1983-2/>



Cahier d'un art de vivre Cuba 1964-1978

La Cuba, de René Depestre, c'est une fête envers,

contre et avec tout ! Le poète convoque ici la sensualité de sa langue haïtienne mais aussi française, hispano-cubaine, et créole de toute la Caraïbe

Le « Cahier d'un art de vivre » c'est le poète Depestre qui débarque à Cuba au début de la Révolution. Il y côtoiera Fidel Castro, Camilo Cienfuegos Che Guevara et les poètes, les écrivains Nicolas Guillén, Fernando Retamar, Alejo Carpentier et Eduardo Galeano.

Il fait partager au lecteur-trice que c'est d'imaginer que tout est humainement possible. Dans ses notes il fait entendre la furia qui « soufflait, jour et nuit, sur les classes sociales ». Les rue de La Havane chavirant sous les notes d'une musique nouvelle. Il offre au lecteur, à la lectrice, une Havane qui était la capitale des mondes en rébellion, où se croisaient bien des gauches de la planète. S'y croisaient aussi les militant.e.s des mondes coloniaux en ébullition à la veille de leurs indépendances.

Tout n'est pas que fête, fin 1965, le départ de Cuba de Che Guevara – la Lettre d'adieu à Fidel est reproduite intégralement. Elle marque la fin du romantisme qu'inspirait la figure mythique du Che.

L'ouvrage comprend un cahier central d'illustrations où des photos de René Depestre en compagnie des personnages qu'il cite dans son journal (Fidel Castro, Che Guevara, Mao Tsé-toung, Hô Chi Minh...) voisinent avec de précieux documents d'époque, tous d'une extrême rareté.

● Catherine Destom-Bottin

Cahier d'un art de vivre Cuba 1964-1978, René Depestre, Éditions Actes Sud, Novembre 2020, 320 pages, 27 euros



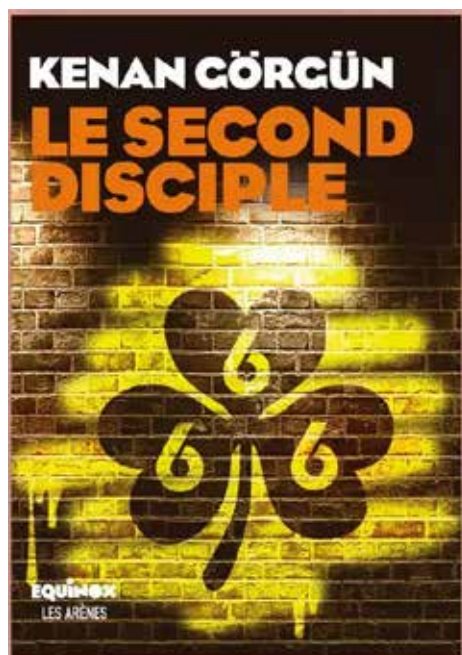
L'Ukraine en toutes lettres

Un an de guerre. Les Brigades éditoriales de solidarité et les éditions Syllepse poursuivent leur soutien à la résistance populaire ukrainienne. Après 15 numéros à ce jour du PDF gratuit Soutien à l'Ukraine résistante, plusieurs livres dont L'Ukraine insurgée, Solidarité syndicale en temps de guerre, Jours gris et nuages d'acier sur l'Ukraine, voici un abécédaire.

531 notices, de A à Z. Chacune donne un éclairage court et précis. L'invasion de l'Ukraine par la Russie, dans tous ses aspects, militaire, social, économique, historique, culturel... Une radioscopie alphabétique en couleurs d'un conflit et de ses acteurs. L'Ukraine en toutes lettres a aussi la particularité d'être un ouvrage collectif, avec des contributions venues de nombreux pays, dont bien entendu l'Ukraine, la Russie ou la Biélorussie. Dans la veine des précédentes publications, l'ouvrage permet de mieux connaître les Ukrainiens et Ukrainiennes qui résistent à l'invasion de l'armée de Poutine, tout en poursuivant pour beaucoup d'entre eux et elles leurs luttes contre les mesures antisociales du gouvernement et des patrons.

● Christian Mahieux

L'Ukraine en toutes lettres, Brigades éditoriales de solidarité, Éditions Syllepse, Février 2023, 184 pages, 16 euros



Le second disciple

L'auteur belgo-turc de cet ouvrage a-t-il écrit un « thriller » ? L'ancien militaire Xavier Brulein a tout du paumé dynamité par la colère, à l'adrénaline dopé par la haine. Bruxelles, Anderlecht, Molenbeek, ... ces villes cancéreuses instillent au djihadiste Abu Khassem sa dose de survie. Malgré des trop pleins internes qui hurlent à la face de sa déraison.

On croise un groupe d'extrême-droite (« un peu de nazisme pour casser l'image de club djihadiste »), un commando « islamiste », dans une géopolitique euro-méditerranéenne.. Un engrenage dont l'auteur s'ingénie à scruter embardées et logiques dans un exercice chirurgical. On bordure le rendu sociologique et l'analyse psy, le fantasme et la déglingue. Jusqu'à une certaine horreur.

Dr Jekyll ou Mister Hyde ? Lequel se cache à ce stade supérieur du Jihad qui s'en prend à des personnages plus qu'à des humain.e.s ?

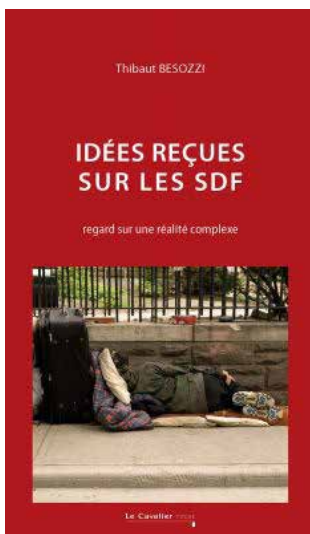
Les quelques heures magiques où Abu a aimé L. révèlent le paradoxe du raté.

Un retour d'amour, Une flamme qui s'éteint. Le rien qui fait bascule.

Mais qu'est-ce donc que la haine ???

● Patrick Vassallo

Le second disciple, Kenan GÖRGÜN, Les Arènes, 2019, 400 pages, 20 euros, poche 8,40 euros€



Idées reçues sur les SDF

Les « sans domicile fixe » sont affublés d'une représentation où non seulement se reportent des peurs individuelles mais s'agglomèrent aussi bien des scories d'une vision dégradée, dégradante et particulièrement tronquée du « social ». Des bancs anti sdf à l'amalgame entre marginaux et exclus, est ainsi symbolisée de façon aiguë la fracture sociale.

Cet ouvrage s'attache à déconstruire nombre de schématisations sur leur profil, leur trajectoire biographique, leurs réalités quotidiennes. Combien sont-ils ? Qui s'en occupe ?

L'étude ambitieuse qui a nourri ce livre réunit recherche et terrain, donnant ainsi à voir la réalité du monde de la rue.

L'auteur, dont les recherches ethnographiques portent sur l'espace urbain, la marginalité urbaine et le travail social, appelle à partir de ces observations à « ajuster l'action sociale » aux évolutions contemporaines de la pauvreté et des exclusions.

Mais n'est-ce pas à une transformation bien plus radicale que nous sommes incités ?

Car c'est en observant ce qui se cache derrière le mot SDF que l'on pourra ajuster l'action sociale aux transformations contemporaines de la pauvreté.

● Patrick Vassallo

Idées reçues sur les SDF, Thibaut Besozzi, La cavalier bleu, 2022, 160 pages, 13€ euros

De Mai 68 au MLF

M. Dental et M.J. Salmon

40 ans après 1968, l'association « Ruptures » à laquelle appartiennent les 2 autrices organisent 3 tables rondes de 22 témoignages (que des femmes !) qui retracent l'histoire du Féminisme depuis 1968, de révoltes personnelles à la conscience d'une oppression collective qui font l'objet de ce livre.

La 1^{ère} table ronde traite de la prise de conscience par les femmes de leur absence et /ou de leur invisibilité dans la vie publique et de l'éclosion du mouvement féministe : » Il faut une rupture ou une faille de l'histoire pour que surgisse la question des femmes »

Elles ouvrent une brèche et défendent la libération de la parole et des corps.. Ce qui donne toute sa place au grave problème de l'avortement et à la tension entre mœurs et la loi. Elles veulent aussi se libérer du carcan communiste et des gauchistes (la diversité des parcours et des situations construit ils la classe des femmes ?) qui dominent la période avec 3 constats : les opprimé (e)s n'ont rien à attendre que d'eux-mêmes ; le féminisme est un mouvement révolutionnaire ; et c'est aussi l'affaire des hommes.

Des journaux soutiennent le mouvement : « partisans : libération des femmes année 0 » le torchon brûle » ...

La 2^{ème} table ronde témoigne de la révolution féministe des années 1970/1980 qui prend une vraie place dans le paysage social et politique en France et à l'étranger.

S.Iff se souvient du procès de Bobigny, du manifeste des 343, de la création du MLAC et de la loi Veil en 1975.

C'est aussi le moment de défendre une autre organisation de la société, et de nouveaux rapports de pouvoir, de classes et de races, et vis-à-vis des partis politiques

La 3^{ème} table, 40 ans après, est bien dans la problématique actuelle de luttes et de mouvements divers : beaucoup d'initiatives et de groupes dispersés ; des insoumises à la Barbe en passant par les mouvements lesbiens plus ou moins radicaux.

Une magnifique fresque à lire ou parcourir absolument.

● B. Goussault

Culture : partager les décisions et les richesses ?

La crise Covid a été pour le secteur culturel un véritable crève-cœur. La crise économique et climatique qui s'annonce permettra-t-elle une refondation du secteur ou une accélération des logiques marchandes ?

Alors que les déclarations du ministère de la culture ne cessent d'intégrer chaque semaine un peu plus les éléments de langages liés aux «droits culturels» et à l'urgence climatique, on se demande souvent comment un secteur précarisé et atomisé pourrait engager de telles ambitions. Les régions ne sont pas en reste, comme la région Sud qui invente un «critère d'éco-responsabilité» pour les subventions des associations culturelles. Alors que les compagnies du spectacle vivant subissent encore les effets de la crise sanitaire, avec notamment une forte diminution de la diffusion des créations, les mots «sobriété» ou «coopération» sonnent parfois douloureusement à leurs oreilles.

La situation financière des collectivités locales produit déjà des effets concrets, avec des programmations réduites et des budgets amputés. La hausse des tarifs énergétiques est, partout en France, un argument pour annuler des représentations, réduire les temps de résidence ou négocier les prix des spectacles. Le théâtre public et ses scènes labellisées ne sont pas en reste. Les revalorisations salariales des équipes permanentes et les frais de chauffage sont utilisés comme argument auprès des artistes pour justifier des négociations et l'expression «on va être obligé de couper dans l'artistique» est courante. Chacun se concentrant sur ses «urgences», les compagnies sont souvent assignées à des «vendeurs» de projets, ne possédant que leur force de travail. Couper dans les dépenses artistiques sans questionner les recettes et les autres frais fixes des structures, serait une nouvelle injustice pour le monde de la création. Et s'il n'y avait encore le régime des intermittents du spectacle, le monde de la création serait entièrement précarisé.

Il semble urgent d'entreprendre, à tous les niveaux, une refondation de nos métiers qui permette aux professionnel-le-s, aux élu-e-s, aux publics de repenser l'importance de la création et de sa diffusion dans nos quartiers et nos villages. Il apparaît également impensable que la réinvention de nos pratiques, à l'aune de l'urgence climatique, puisse être une affaire de salon ministériel ou d'entreprise de conseil en développement durable. La fièvre au gigantisme du secteur privé du spectacle vivant montre bien que le capital ne s'autorégule pas et qu'il faudra le contraindre. Qu'en est-il du secteur public et indépendant ? Devons-nous attendre une nouvelle hausse du prix du pétrole pour engager la décroissance de certaines productions et de ces poids lourds qui sillonnent la France ?

Partout, des initiatives émergent, qui mêlent défense de la création et du vivant. Les spectacles sont aussi des lieux de réinvention d'un récit collectif au service des nécessaires bifurcations. Il faudra pourtant s'attaquer aux cloisonnements qui régissent nos secteurs, car les solutions sont assurément un commun à inventer. Quelle place pour les technicien-ne-s, les artistes, dans les décisions des théâtres ? Comment s'élabore la décision politique qui pousse à confondre culture et divertissement ? Comment ne pas faire rimer sobriété et précarité ? Les décisions à prendre sur les orientations à venir ne peuvent être le seul fait de directeur-trice-s de structures ou d'élu-e-s locaux-ales, même bien intentionné-e-s.

● Laurent Eyraud-Chaume



Le noyau de Cerises est constitué de Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Olivier Frachon, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Patrick Le Tréhondat, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Alexandra Pichardie, Makan Rafatdjou, Daniel Rome, Patrick Vassallo, Pierre Zarka, militant-e-s de l'émancipation qui cheminent ou ont cheminé au sein du réseau AAAEF, de l'Association Autogestion, de l'ACU, d'Attac, de la CGT, d'Ensemble, de FI, de la FSU, du NPA, du PCF, de Solidaires, de l'Union Communiste Libertaire...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne
<https://ceriseslacooperative.info/abonnement-journal/>